

Paru dans l(es) édition(s): informations non précisées

LOCALE**Institut Mines-Télécom. L'école de Plouzané l'intègre**

L'école d'ingénieurs Télécom Bretagne fait aujourd'hui partie du nouvel institut Mines-Télécom. Une présentation du nouveau dispositif a été faite, hier.

Télécom Bretagne représente 1.200 étudiants et 200 doctorants. Ils se trouvent en majorité sur le campus de Plouzané mais aussi sur le site de Rennes (où une visioconférence était programmée hier), et un peu à Toulouse. C'est, à la pointe de Bretagne, l'école d'ingénieurs qui dispose de l'aura la plus grande. Elle faisait déjà partie de l'Institut Télécom, qui regroupait les écoles du même nom. L'étage est cette fois autre, puisqu'il s'agit d'un institut qui regroupe six écoles des Mines et quatre écoles Télécom. Il faut y ajouter deux écoles filiales (Eurecom et Télécom Lille 1), deux partenaires stratégiques (Armines, Mines Nancy) et dix écoles associées. 7% des diplômés ingénieurs Présidé par Jean-Bernard Lévy, P-Dg de Vivendi, cet institut représente 12.000

étudiants et 1.700 doctorants. La nouvelle entité correspond à 7% des diplômes d'ingénieurs délivrés en France. Présent hier à Télécom Bretagne, le directeur général du nouvel institut, Jean-Claude Jeanneret, s'est dit certain que «Télécom Bretagne y trouverait sa place et des possibilités de développement». De façon plus générale, il a estimé que l'institut «allait capitaliser sur des marques fortes», et que la stratégie était celle d'une «co-construction». Le directeur de Télécom Bretagne, Paul Friedel, a fait état de certains rapprochements pédagogiques sur lesquels l'école travaille déjà avec certains consœurs des Mines. Les 6 et 7 mars, un colloque était mis sur pied à Saint-Étienne par Télécom Bretagne et l'école des Mines sur l'ingénierie et les TIC (technologies de l'information et de la communication). Le directeur a également évoqué la construction de collaborations croisées. La CFDT en désaccord La présentation d'hier n'a pas fait

une totale unanimité. La CFDT de Télécom Bretagne a déclaré, dans un communiqué, n'avoir pas été opposée au départ au projet mais n'est pas satisfaite du résultat. Elle écrit notamment: «D'un institut unique, nous en sommes arrivés aujourd'hui à un projet d'institut auquel appartiendront uniquement les écoles de Télécom, les écoles des Mines n'étant que rattachées par une convention. Au final, on se retrouve avec un établissement public à deux vitesses, ce qui générera un niveau de décision supplémentaire et des statuts très divers et donc des différences de traitement pour les personnels...».